



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-enseignement-a-bon-dos>

L'enseignement a bon dos !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 762 - décembre 1978 -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2008

Date de parution : décembre 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

LA photo reproduite ci-dessus, en couverture, est celle d'un portique Ã©leveur pneumatique sur rail. Quatre Ã©leveurs semblables Ã celui-ci et trois autres flottants ont Ã©tÃ© rÃ©cemment mis en service Ã Rotterdam. Chacun de ces Ã©leveurs a un dÃ©bit d'environ 1 000 tonnes Ã l'heure. Ainsi pour dÃ©charger une cargaison de 40 000 tonnes de cÃ©rÃ©ales, prise Ã titre d'exemple, il faut, d'aprÃ©s la revue « Industrie et Technique », seize heures de travail, Ã raison de DEUX ouvriers par Ã©leveur. Pour imaginer ce que cela reprÃ©sente, sachez qu'une telle cargaison, transportÃ©e en wagons, formerait un train de 20 kilomÃ©tres de long !

Et on s'Ã©tonne qu'il y ait croissance du chÃ¢mage ? Celui-ci a atteint son record : 1 300 000 chÃ¢meurs recensÃ©s en France, prÃ©s de 17 millions pour l'ensemble de la zone O.C.D.E. La plus forte croissance est enregistrÃ©e au Canada, en Finlande, en Espagne et en Italie. Et mÃame les pays comme le Japon, la SuÃ©de et la NorvÃ©ge dont le taux est faible, ont vu ce taux augmenter ces derniÃ©res annÃ©es. Il y a donc bien lieu de reconnaÃ®tre qu'il ne s'agit pas, pour la France, en particulier, d'un accident que notre barreur saura vite rÃ©parer grÃ¢ce Ã notre courage et Ã notre abnÃ©gation, mais bien, comme nous ne cessons de l'annoncer, d'un chÃ¢mage structurel. Il rÃ©sulte de l'Ã©volution des moyens de production et il touche tout le secteur de l'entretien de la vie matÃ©rielle (1). Les moyens modernes permettent d'assurer cette vie, Ã condition de s'organiser pour utiliser au maximum les machines et leurs automatismes les plus rÃ©cents, ce qui implique un autre systÃ©me de gestion des biens.

Les moyens le permettent, mais les hommes s'opposent, consciemment ou non, Ã cette possibilitÃ©. D'abord parce que beaucoup d'entre eux sont incapables de revenir sur une idÃ©e bien enracinÃ©e qui fit d'eux des esclaves : « honte Ã celui qui ne travaille pas »... (sauf s'il a hÃ©ritÃ© d'un capital bien gÃ©rÃ© par d'autres !). Ensuite parce que, remettre en cause le principe que tout salaire nÃ©cessite sa peine, oblige Ã remettre aussi en question la rÃ©gle du jeu capitaliste : distribuer une monnaie gagÃ©e sur la production et destinÃ©e Ã permettre Ã tous d'en profiter dÃ©s lors qu'elle existe, c'est enlever Ã l'argent son rÃ´le sacrÃ©. IMPOSSIBLE !

Pourtant, comme il est beau le rÃ´le qu'a jouÃ© dans ce systÃ©me la loi si Ã©prement dÃ©fendue du marchÃ© : P.-N. Armand nous rÃ©vÃ©le, rÃ©fÃ©rences Ã l'appui, le commerce de cadavres de bÃ©bÃ©s (2) ;

H. de Joyeuse a constatÃ© que des menaces de mort sont profÃ©rÃ©es envers quiconque oserait pÃ©nÃ©trer, sauf pour acheter, dans un parc de voitures d'occasion (3) ; R. Roche a vu des communistes convaincus oublier tout idÃ©al dÃ©s lors qu'ils ont eu accÃ©s Ã une « classe supÃ©rieure » de capitalistes

(4). Marcel Dubois analyse parfaitement (5) cette dÃ©gradation de la personne humaine dont le mercantilisme de notre sociÃ©tÃ© est responsable. On pourrait indÃ©finiment en donner d'autres exemples : je lisais rÃ©cemment un article de la revue de la SociÃ©tÃ© FranÃ§aise d'Ã©conomie rurale dans laquelle F. Clerc analysait les consÃ©quences possibles de l'entrÃ©e de trois pays mÃ©diterranÃ©ens dans le MarchÃ© Commun. Pas une fois n'apparaÃ®t l'ombre d'un souci de progrÃ©s pour le consommateur. La pire des craintes est une baisse des prix de certains produits. On pourrait pourtant espÃ©rer qu'au XXe siÃ©cle, l'Europe soit capable de se concerter pour mieux organiser sa production ; qu'elle planifie pour produire en s'adaptant aux conditions gÃ©ographiques : tel pays, en raison des qualitÃ©s de son sol et de son climat fournira primeurs ou raisin, tel autre cultivera endives, betteraves ou cÃ©rÃ©ales. Mais non, c'est toujours le profit qui fait la loi et on continuera Ã faire pousser Ã l'eau chaude des tomates sans goÃ»t en Hollande !

Allons, rassurons-nous, France-Soir a trouvÃ© les responsables de la « crise » et nous allons donc Ãªtre sauvÃ©s de la « catastrophe chÃ¢mage ». Un Ã©ditorial fracassant (6) dÃ©montre que la faute incombe Ã notre systÃ©me d'enseignement. Il paraÃ®t que nous devrions former beaucoup moins de tÃ©tes bien faites » mais beaucoup plus de techniciens immÃ©diatement « rentables »... pour l'industrie. Autrement dit, il faut apprendre trÃ¢s tÃ´t aux jeunes un mÃ©tier donnÃ© et un seul, une technique et un savoir-faire en vigueur et adaptÃ©s aux appareils qui existent. Et si demain leur outil et leur savoir-faire sont dÃ©modÃ©s, ce qui est inÃ©vitable et tout le monde devrait le savoir, tant pis pour eux ?

Qu'en pensent aujourd'hui les mineurs qui n'ont connu que la mine ? Qu'en pensent les licenciÃ©s de plus de trente ans qui ont tant de peine Ã se « recycler » ?

Au moment où¹ s'ouvre enfin l'ère des loisirs !

- (1) « Quel chômage, quel plein emploi ? ». G.R. n° 761.
- (2) « Hitler, Économiste distingué, fait École », p. 3.
- (3) « Avis, danger de mort... », p. 3.
- (4) « De la propriété », p. 4,
- (5) « Les mains sales », p. 9.
- (6) De G. Farkas, du 17 novembre 1978.